

Communiqué

Soutien aux hongkongais.es en lutte pour leurs droits démocratiques

mardi 20 août 2019, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 19 août 2019).

C'est bien Pékin et la cheffe de l'Exécutif du gouvernement local, Carrie Lam, qui ont pris la responsabilité, voilà bientôt quatre mois, d'ouvrir cette crise en remettant frontalement en cause le statut dont bénéficie ce territoire au titre de Région administrative spéciale. Un statut qui découle des accords de rétrocession de l'ancienne colonie britannique, et qui lui assure un degré important d'autonomie sur de nombreux terrains. Ce statut devait rester valable jusqu'en 2047 au moins.

Les cinq principales exigences des manifestant.es concernent toutes des droits démocratiques fondamentaux :

- Le retrait définitif du projet de loi autorisant Pékin à demander l'extradition de toute personne se trouvant à Hong Kong pour qu'elle soit jugée sur le continent. Elles n'auraient plus droit aux garanties minimums assurées par le système judiciaire hongkongais ;
- Le retrait de la caractérisation des manifestations comme des « émeutes », un terme qui les disqualifie politiquement et peut servir à justifier une répression particulièrement sévère ;
- La libération sans condition de tous les manifestant.es arrêté.es, sans inculpation ;
- Une enquête indépendante sur les violences policières et les abus de pouvoir ;
- La démission de Carrie Lam, et mise en œuvre du suffrage universel intégral. L'actuel Conseil législatif n'est en effet que très partiellement élu au suffrage universel, ce qui renforce en son sein le poids des milieux d'affaires et des éléments favorables au régime de Pékin.

Depuis des années déjà, le régime pékinois s'emploie à renforcer son contrôle direct sur Hong Kong. Nous avons atteint aujourd'hui un point tournant. Une défaite du combat démocratique en cours aurait des conséquences très graves.

Il ne s'agit en rien d'une confrontation entre un pouvoir « communiste » (Pékin) et une enclave « capitaliste » (Hong Kong). La Chine de Xi Jinping est une puissance capitaliste et fait affaire avec le Capital international ! La retenue dont a fait jusqu'à maintenant Donald Trump sur la crise présente, malgré le bras de fer engagé avec Pékin, et la très grande discrétion d'Emmanuel Macron en témoignent !

La représentativité du mouvement démocratique en cours a été démontrée à plus d'une reprise au cours de ces quatre mois de mobilisation.

- Plus de deux millions de personnes étaient dans la rue le 16 juin, soit la majorité des habitant.es en âge de manifester ;
- En plein mois d'août, 1,7 millions de hongkongais étaient dans la rue dimanche 18, sous une pluie

battante, et ce malgré l'interdiction de cette nouvelle manifestation ;

- Pour ouvrir cette journée du dimanche 18 août, une manifestation spécifique d'enseignant.es avait préalablement regroupé 22 000 participante.es ;
- Le 5 août, Hong Kong a été en partie paralysée par une grève générale qui a notamment touché deux secteurs phares comme le transport aérien et le secteur financier, ainsi que par des blocages ;
- Les fonctionnaires, qui s'étaient massivement mobilisé.es le 2 et le 5 août, ont entamé de nouvelles actions ;
- Parmi les étudiant.es et les lycéen.nes, circulent des appels à boycotter les cours dès le début de la prochaine année scolaire.

L'intervention militaire de Pékin ne serait qu'une mesure de tout dernier recours. Tout en agitant cette menace, le régime chinois peut intervenir de nombreuses façons de l'intérieur même du territoire en jouant la montre, la division et en espérant le pourrissement du mouvement en cours.

Quoi qu'il en soit, le combat pour des libertés élémentaires engagé à Hong Kong mérite tout notre soutien.

NPA, Montreuil le mardi 20 août
